

# PROLOGUE

# LA DRÔLE

# DE TRANSITION

J'ai inventé il y a quelques années un jeu qui fait toujours son petit effet sur les audiences difficiles : «Greta ou António». Il s'agit de deviner qui de la militante écologiste Greta Thunberg ou du secrétaire général des Nations unies António Guterres a prononcé les phrases suivantes :

- «Perdre du temps, c'est périr. Chaque degré compte.»

- «Ces écoliers ont compris quelque chose qui semble échapper à beaucoup de leurs aînés : nous sommes en guerre pour nos vies, et nous sommes en train de perdre.»

- «Les plus grands pollueurs du monde sont coupables de l'incendie criminel de notre seule maison.»

Alors, Greta ou António ? Vous l'aurez compris, ces formules choc auraient parfaitement pu sortir de la bouche de Greta Thunberg, mais elles ont toutes été prononcées par le plus haut fonctionnaire de l'ONU.

L'urgence écologique brouille les discours et rebat les cartes. Qui est sérieux, qui va trop loin, qui faut-il écouter, à quel côté doit s'attacher la raison ? Tandis que le mercure monte, que nos sols s'épuisent, que la biodiversité s'étiole, que même l'Arctique n'est plus épargné par la pollution plastique, les médias



relaient en août des canicules oubliées dès septembre. Alors que nos corps expérimentent déjà les conséquences des crises multiples auxquelles nous faisons face, les gouvernements s'accordent enfin à reconnaître leur importance. Le réchauffement climatique en particulier, si on peut regretter qu'il éclipse d'autres enjeux environnementaux primordiaux, devient incontournable dans le débat public et préoccupe de plus en plus les citoyens. Pourtant, rares sont les preuves concrètes d'une vraie transformation écologique de nos sociétés.

Ce «schisme de réalité» entre la prise de conscience de la gravité de la situation et la pauvreté de notre réaction nous enferme dans un pénible entre-deux de l'histoire. Le 3 septembre 1939, la France déclare la guerre à l'Allemagne et déplace ses troupes, mais les opérations militaires ne débutent que le 10 mai 1940. L'historiographie nommera ces mois de flottement la «drôle de guerre<sup>2</sup>», dont le journal de Jean-Paul Sartre, édité bien plus tard sous le titre des *Carnets de la drôle de guerre*, retranscrit à merveille l'ambiance. Il y décrit l'apathie qui règne parmi les soldats, émotionnellement détachés de l'histoire en marche, alors que les clairons annoncent la guerre mais que le quotidien demeure celui d'un pays en paix. Nous sommes aujourd'hui dans une tension moins immédiate mais plus sournoise, dans une «drôle de transition», annoncée mais pas encore commencée. Il faudrait d'ailleurs la qualifier de «transformation» écologique, puisqu'elle devrait s'apparenter à une véritable redirection paradigmatique plutôt qu'à un simple glissement superficiel.

C'est dans cette période floue que la voix d'une activiste adolescente et celle d'une autorité institutionnelle se confondent. Le jeu trivial «Greta ou António» cache en réalité une question essentielle à l'heure des choix : le temps est-il venu d'un discours radical ?



Depuis des années, cet adjectif sert surtout à disqualifier les militants écologistes, auxquels on reproche pêle-mêle naïveté, jusqu'au-boutisme et hystérie. La « radicalité » devient alors un simpliste et fallacieux synonyme d'« extrémisme », loin du sens de son étymologie latine *radix*, la « racine ». Pourtant, toute décision pragmatique, autrement dit visant l'efficacité, ne saurait être que radicale : il s'agit de résoudre un problème à sa source pour en éviter la résurgence. Un bon jardinier sait bien qu'une mauvaise herbe reviendra si on ne la déracine pas.

La « rhétorique du pragmatisme » imposée par un système inquiet d'être remis en question parvient pourtant à ses fins : d'un côté, les décideurs politiques et économiques mesurés, auxquels il convient de confier les rênes de la bifurcation écologique. De l'autre, les activistes, rangés dans la case inconfortable des provocateurs de principe, exclus du cercle de la raison par leurs excès supposés - trop jeunes, trop radicaux, trop impatientes. Le piège paraît parfait, jusqu'à ce qu'on examine plus attentivement les messages relayés par ces jeunes. Car ces militants juvéniles, relais médiatiques du consensus scientifique, n'inventent que leurs slogans. Le reste relève des constats de la science.

Si on peut débattre des moyens utilisés par les activistes, il est clair qu'avoir vingt ans à notre époque confronte à la certitude que les crises environnementales affecteront toute son existence - dès aujourd'hui, et de plus en plus violemment, à moins d'un effort conséquent. Ce n'est donc pas la volonté d'action qu'il faut qualifier d'irraisonnée, mais bien les regards détournés de ceux qui auraient les moyens de changer les choses. Face à des crises multiples et moins lentes qu'elles n'en ont l'air, nous ne pourrions faire l'économie d'un regard radical sur nos sociétés. Et alors : qui de plus pragmatique que ceux qui souhaitent les protéger ?



Ce livre n'est pas une introduction aux enjeux scientifiques des crises environnementales, un manuel d'engagement ou un outil prescriptif. Il propose quelques éléments de doctrine pour participer à la construction d'une société écologique. Qui sont ces jeunes debout pour le climat ? Quel rôle devront jouer les individus, le pouvoir économique et les pouvoirs publics dans l'avènement d'une écologie structurante ? Comment mener cette transformation, où, avec qui, contre qui, pour qui ? Pourquoi n'existe-t-il pas de consensus populaire autour d'une société écologique ? Comment y parvenir ? Et comment susciter une mobilisation collective à partir de simples engagements individuels ?

Peut-être êtes-vous lassé de ces coups de projecteur sur des militants à peine majeurs ou avez-vous cédé au cynisme en soupirant qu'ils n'obtiendraient rien et que leurs utopies étaient vouées à l'échec. Mais ces petites révoltes répétées ne sont pas l'expression d'une naïveté politique. Elles sont l'ultime moyen de jeter la lumière sur les crises environnementales, grands défis du *xxi<sup>e</sup>* siècle. Bien sûr, il serait plus commode que les chefs d'État fixent des objectifs atteignables de réduction des gaz à effet de serre et de protection de la biodiversité, qu'ils adoptent des politiques publiques de transformation efficaces et engageant à l'international des processus de coopération opérationnels. Évidemment, nous irions bien plus vite si les chefs d'entreprise intégraient l'inévitable sobriété dans leurs *business models*, alignaient leur activité avec les limites planétaires, se débarrassaient des enjeux économiques court-termistes et destructeurs. Mais quand ces quelques individus capables de transformer nos sociétés se refusent à agir, comment faire entendre sa voix ? En montrant qu'elle existe et en espérant qu'elle résonne. Si les jeunes se lèvent, c'est bien parce qu'ils savent que leur seule marge de



manœuvre se situe dans la pression symbolique qu'ils peuvent exercer sur les entreprises qui émettent nos conditions d'existence sur la planète, et sur les gouvernements qui laissent faire ces dernières.

En août 2018, une enfant s'est assise avec une pancarte. Dans les semaines suivantes, des dizaines d'autres l'ont imitée, debout cette fois. Puis nous avons été des millions à nous lever pour faire valoir notre droit inaliénable à un environnement sain. Nous pourrions être bien plus. Vingt, cinquante ou soixante-dix ans : le gouffre générationnel souvent dépeint n'est qu'un leurre. Toutes et tous, nous subissons déjà les effets des multiples crises du climat, des ressources ou de la biodiversité, et celles et ceux que nous aimons les vivront encore après nous.

Ne vilipendez pas les jeunes militants écologistes. Devenez radicaux : cherchez la racine du problème. Puis joignez-vous à eux.